

L'impôt—Loi

Le ministre des Finances nous a présenté un projet qui devrait, selon lui, élargir la procédure budgétaire. Il suffit de lire ce projet pour se rendre compte qu'il n'y a pas grand-chose de changé. Il y a même place à quelque malhonnêteté. Ce n'est pas que j'en accuse le ministre, mais le danger est là.

Si le comité des finances et des questions économiques de la Chambre des communes avait pu d'abord entendre les prévisions économiques rendues publiques le soir où le budget a été déposé, croyez-vous qu'il aurait approuvé le Programme énergétique national? Pouvez-vous croire que si les députés, avec leur expérience parlementaire et, pour certains, du monde des affaires, avaient pu, dans le cadre de consultations sur le budget, conseiller le gouvernement sur la politique économique à adopter, ils auraient approuvé un programme énergétique national de cet acabit? Il ne faut pas croire les députés aussi stupides que le gouvernement pour accepter une recommandation comme celle qui figurait dans le budget déposé le 12 novembre.

Y a-t-il un député qui pense que la Chambre pourrait conseiller au ministre des Finances une mesure qui l'oblige à s'humilier en retirant ensuite d'un seul coup 17 dispositions d'un budget qualifié d'ingénieux à peine un mois auparavant? Avec chaque jour qui passe et aussi sûrement qu'il succède au précédent, un petit peu du budget est retiré. Je tiens de mon collègue de Parry Sound-Muskoka (M. Darling) que 30 dispositions du budget ont été retirées. Est-ce une marque de confiance dans le ministre des Finances, le ministère des Finances et le gouvernement?

Si le processus budgétaire se déroulait au grand jour, croyez-vous honnêtement que c'est le genre de conseil que les Communes auraient donné au ministre des Finances? Non. Cela ne se serait pas produit. C'est ce qui arrive quand on cache trop bien son jeu. Le ministre des Finances a si bien caché le sien qu'il a joué contre lui-même. Voilà le problème.

Je sais que mon temps tire à sa fin. Permettez-moi de dire toutefois que le gouvernement est tellement injuste d'asséner ce double coup de masse que le bill C-93 réserve aux contribuables que notre parti se jure de ne pas le laisser faire. J'espère qu'avant la fin du débat, des députés de l'arrière-ban du parti ministériel auront assez de cran, de courage, de cœur et de considération pour ceux qui les ont élus, qu'ils redresseront la tête et diront au ministre des Finances que c'en est assez, qu'il doit retirer cette abomination. Pour l'amour des Canadiens, renvoyez le budget.

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir intervenir dans ce débat. Je commencerai par dire qu'il est très difficile, à en ce moment, en 1982, de songer à accorder au gouvernement un pouvoir d'emprunt. Il m'est d'autant plus difficile, à moi qui représente une région industrielle accablée de tous les maux, causés surtout par la politique économique du gouvernement, de songer sérieusement à accorder à ce dernier le pouvoir d'emprunter des sommes de plus en plus considérables qu'il dépensera sans doute de la même manière qu'il a dépensé ces dernières années une bonne partie des fonds publics et des sommes qu'il a empruntées.

J'ai passé quatre jours à Hamilton la semaine dernière et je dois avouer qu'ils m'ont ouvert les yeux. Je me suis entretenu

avec des gens de toutes conditions sociales. En début de matinée lundi matin, mes rendez-vous ont commencé pour se terminer tard jeudi en soirée. Des finissants du secondaire m'ont demandé où ils allaient trouver un emploi à la fin de l'année scolaire, où ils pourraient trouver l'emploi dont ils ont besoin pour enfin réaliser ce rêve qui avait encore pour la plupart d'entre nous sa raison d'être—c'est-à-dire qu'à force de travail on pouvait, au Canada, pourvoir à ses besoins et se préparer un avenir agréable.

Ensuite, j'ai été discuter de leurs problèmes avec des industriels de la chaussure, notamment de la difficulté de maintenir la rentabilité de leur entreprise face aux importations bon marché et de mauvaise qualité. Ils ne m'ont pas demandé que le gouvernement mette fin aux importations, mais qu'il les contingente seulement de façon raisonnable. Pourquoi? Parce qu'ils veulent protéger les emplois de leurs travailleurs. Ils souhaitent pouvoir rappeler ceux qui ont été mis à pied comme c'est devenu l'habitude dans l'industrie de la chaussure. Ils veulent tenter d'éviter les problèmes qui accablent près de la moitié de cette industrie au Canada et notamment dans la province de Québec. Ils ont demandé l'aide du gouvernement, mais pas monétaire; ils ne veulent pas d'aumône. Ils voulaient être compris, avoir la possibilité d'exercer l'activité à laquelle ils excellent, dans le pays où ils ont choisi de travailler, pouvoir procurer des emplois aux Canadiens, leur offrir des chaussures de première qualité et recevoir la garantie d'une certaine stabilité dans leur secteur.

Je vous le dis, monsieur l'Orateur, ils n'ont pas caché qu'il est vrai qu'aujourd'hui on peut acheter des chaussures importées à meilleur prix, mais ils m'ont dit, et je leur donne raison, que le jour où les manufactures canadiennes de chaussures disparaîtront, le prix des chaussures importées montera automatiquement, parce que s'il se maintient à ce bas niveau, c'est uniquement parce que les fabricants étrangers veulent vendre moins cher que les fabricants canadiens et les ruiner. C'est la vérité. Et le gouvernement, pour des raisons qui me dépassent, est disposé à les laisser faire.

De Susan Shoes, dont je reparlerai tout à l'heure, je suis allé m'entretenir avec le président directeur général de Firestone Tire and Rubber Company des difficultés à rationaliser l'industrie du caoutchouc. Nous avons discuté des efforts déployés par la société pour trouver des débouchés dans le monde entier. Nous avons parlé du plan de rationalisation qu'elle a mis en œuvre. Il m'a dit—et je le savais déjà—qu'en un an environ, la société était parvenue à porter le nombre de travailleurs de l'usine de Hamilton de 1,100 à près de 1,700, car elle comptait rationaliser sa capacité de production de façon à réduire les frais. Elle comptait augmenter la productivité et se lancer à la conquête des marchés mondiaux. Il fallait que le gouvernement l'aide. Il fallait lui rendre la pareille, en quelque sorte; il fallait que la société puisse importer des marchandises d'une de ses usines situées dans une autre région du monde, l'équivalent de ce qu'elle exportait du Canada, pour pouvoir rationaliser ses activités dans les deux pays. Elle voulait que le gouvernement l'aide à atteindre cet objectif. Elle a attendu neuf mois, elle attend depuis bientôt près d'un an, mais en vain.